

Hôpital Sud-Francilien Clash CGT en réunion de direction

Le CHSF est en situation inflammable. La situation sanitaire et l'irresponsabilité de la direction ont provoqué une forte réaction de la CGT, qui gagne des adhésions dans un personnel touché par le virus.

« Le gros point noir est le manque de masques », explique le délégué CGT. « Il y a un besoin de 25 000 masques par jour. Nous ne les avons pas ». Le syndicat estime que la désorganisation du fait de la direction peut générer des réactions imprévisibles chez les personnels. Il y a 409 arrêts de travail, dont une centaine de cas suspects Covid-19.

Jeudi 14 mai, la direction a convoqué une réunion avec les représentants du personnel. La CGT y était et a quitté la séance après une déclaration qui pointe les carences de responsables totalement dépassés par la situation. « L'ordre du jour de cette réunion ne traite aucunement de la sécurité et des conditions de travail des personnels, n'actant nullement

les modalités de réorganisation de travail. Les personnels que nous représentons se contrefichent du misérabilisme de votre bilan financier qui va légitimer votre aspiration à restreindre les droits, ou du constat malheureux du taux d'équipements médicaux reçus. Ils auraient préféré que les points portés par les représentants du personnel soient pris en considération. Habiller la pénurie n'extrait pas les agents de la peur de mourir au travail ».

Après la réunion, le communiqué de la CGT indique qu'elle « *ne s'est pas fait que des amis* ». Côté direction, dont acte. En revanche, une responsable note : « *Il y a beaucoup d'adhésions à notre syndicat* ». Elles seront utiles pour l'obtention de la prime pour les soignants, fortement attendue par le personnel. Les résultats déjà enregistrés dans tous les secteurs d'activité montrent que leur existence et leur montant sont directement fonction de la présence et de l'activité de la CGT dans l'établissement.

INAPA Corbeil-Essonnes **Chômage partiel et prime :** **la pression syndicale a payé**

Inapa France est un distributeur de papier avec 8 sites, dont Corbeil-Essonnes. Si les conséquences du Covid sont limitées, c'est largement grâce à la surveillance de la CGT.

Les cadres commerciaux et les assistantes commerciales sont en télétravail depuis mars 2020 avec un service minimum au siège social de Corbeil, également dépôt logistique.

« Une partie des équipes s'est mise en arrêt maladie, car beaucoup sont fragiles au niveau santé », note le délégué CGT. Le syndicat a constamment insisté sur le ravitaillement régulier en gants et en gels hydroalcooliques, menaçant de droit de retrait en cas de rupture de stock, régulièrement bas. Ils sont normaux depuis mi-mai.

L'activité repart. En logistique, les salariés en poste sont submergés alors que d'autres sont en chômage partiel. La direction a décidé de maintenir tous les salariés en télétravail jusqu'à fin mai 2020. Un accord NAO est en cours de finalisation.

Depuis le début de la crise, la CGT a maintenu la pression sur l'application de toutes les dispositions réglementaires. Cette fermeté a permis l'indemnisation du chômage partiel à 100% et une prime de 500 euros. « Notre menace de grève a été efficace ! », note le syndicat.

Logistique

Malaises à Amazon et UPS

UPS Corbeil-Essonnes n'a pas connu les mêmes aventures judiciaires qu'Amazon Brétigny. De fortes tensions existent cependant dans les deux établissements avec plusieurs centaines de salariés.

À UPS, les salariés ont fini par obtenir des mesures de sécurité. La question souvent posée demeure : « *Ils ne font pas de l'alimentaire. Le site ne devrait pas être totalement fermé ?* ». L'activité a connu une forte baisse de l'ordre de 60%. Un chômage partiel en alternance a été mis en place à partir du 19 mai. La direction prévoit un retour à la normale prévue d'ici la fin mai. Celui-ci risque d'être perturbé par le refus catégorique de verser la prime de 1 000 euros. « *Les salariés sont fortement remontés. Ça va péter !* » estime le DSC CGT.

À Amazon Brétigny, comme dans les cinq autres sites en France, la direction voit une fois de plus ses espoirs déçus. Elle avait mené une intense propagande auprès des intérimaires pour les inciter à la reprise. Commentaire du DSC CGT : « *Seuls 30,27% des salariés intérimaires inclus se sont portés volontaires. La Direction était persuadée qu'il y en aurait plus de 50%, je les entends encore le dire. D'après eux, les salariés dans leur très grande majorité les contactaient pour pouvoir reprendre, ils ne comprenaient pas l'action des syndicats, enfin le blabla habituel. En plus, sans les intérimaires, on est à seulement 23,08% des salariés Amazon en CDI qui se sont portés volontaires. Plus des 3/4 ont fait le choix de ne pas reprendre cette semaine* ».

La reprise dans les mairies

Primes et congés à la tête du client ?

La reprise d'une activité « normale » dans les collectivités territoriales n'a rien d'uniforme dans l'Essonne. Elle est fonction de plusieurs éléments, dont l'attitude du maire et la présence de la CGT, à la fois pour le respect des normes et le versement des primes.

« Comme à son habitude », dit un syndiqué de la ville, « le maire ne répond à aucune demande du syndicat CGT. Cela dure depuis plusieurs décennies. Les représentants successifs, sur au moins les trois derniers mandats, ont régulièrement interpellé le maire, qui ne les a jamais reçus et qui n'a jamais répondu à leurs courriers et demandes de rencontre ».

Le réactionnaire autoritaire Georges Tron a décidé qu'il n'y aurait pas de reprise des écoles le 11 mai, sans aucune trace de délibération. Comment d'ailleurs les habitants le sauraient-ils puisque le site de la ville n'est apparemment plus mis à jour depuis septembre 2019 ? Le syndicat pourrait saisir le Préfet et l'Association des Maires de l'Essonne.

C'est une caricature par rapport à la plupart des autres mairies. Cependant, en dépit des bonnes volontés des personnels, de nombreux problèmes demeurent. Ainsi à Brétigny-sur-Orge, les écoles primaires ont repris le 11 mai et les maternelles le feront le 25, mais les cantines ne fonctionnent pas. Les frigos et micro-ondes ont été interdits à l'utilisation. Si reprise de cantine, il n'y aura pas de chaud, mais des plateaux-repas pris en charge par la mairie.

Une question préoccupe le personnel : le versement des primes de 1 000 euros pour celles et ceux qui se sont particulièrement impliqués pendant la crise Covid. Elle sera versée « *dans les mois qui viennent au prorata du nombre de jours ou d'heures travaillés* ». Rien n'est encore fixé. Autre coup en préparation : le maire envisagerait de « récupérer » 13 jours de RTT par an et par agent. À Athis-Mons, le télétravail reste à l'ordre du jour, jusqu'au 2 juin au moins. Les congés RTT et CET n'ont pas été touchés pour l'instant. Les agents pourront solder leurs congés 2020 jusqu'à fin février 2021, en lieu et place de décembre 2020. Les 1 000 euros de prime seraient versés en fonction du nombre d'heures effectuées par les agents.

À Grigny, le déconfinement a débuté le 11 mai 2020, mais la reprise de l'ensemble des services se réalise en plusieurs étapes. Une reprise de l'ensemble des services pourrait être possible en date du 2 juin. La ville a prévu des visières pour les agents. Des masques et du gel seront également mis à leur disposition. Des plexiglas seront installés sur tous les accueils. Les congés, RTT et CET n'ont pas été touchés. La prime de 1 000 euros sera versée. La question des congés et de la date du versement de la prime préoccupe les territoriaux. Quels calculs pour le fameux « prorata », quelle date de versement, quelles décisions pour certains maires aimant l'arbitraire ? En examinant les conditions de reprise dans plusieurs mairies de l'Essonne, une syndiquée analyse : « *Je suis sûre que le montant et le versement des primes ou le maintien des congés normaux dépendront largement de notre présence et de notre action. Les collègues qui ont choisi de se passer de la CGT se passeront aussi de pas mal de récupérations et de compensations. Ils vont le constater par comparaison d'ici la fin de l'année* ».

STRAV Transports urbain voyageurs : un enjeu sanitaire !

Ils nous emmènent de notre domicile à la gare et de celle-ci à notre travail. Ils peuvent devenir un vecteur de développement du Covid. Depuis le début de la pandémie, les salariés de ces transports ont permis à l'ensemble de la population de continuer à se déplacer pour leurs activités essentielles ! Ils ont traversé cette période de confinement, conscients de leurs responsabilités et de l'enjeu du moment. Certains en ont payé un lourd tribut.

Avec le déconfinement, la situation se complique ; pour la Strav (groupe Transdev), l'activité a repris à 100% exceptées les lignes scolaires. Comme le rapporte le DS CGT, la situation est compliquée : *« il est quasi impossible de tenir la distanciation sociale dans les bus, aux heures de pointe »*. Les bus sont surchargés sans compter que le port du masque n'est pas respecté par les usagers, parfois 5 ou 10 voire 15 usagers dans un bus sans masque ! *« Notre direction ne fait rien pour que cela change et faire respecter les règles. Pourquoi à l'entrée des gares la police et la protection civile font respecter les règles, donnant même des masques à ceux qui n'en ont pas et pour nous rien ? Aucun contrôle ? »*.

Ne pas faire respecter les règles sanitaires préconisées, mettre en danger la vie des salariés, mais dans quel but ? Tout est bon pour satisfaire la clientèle, faire rentrer l'argent des titres de transports et conduire les salariés sur leur lieu de travail à tout prix.

Avec l'annonce de refaire les montées d'usagers par les portes avant ainsi que de vendre des tickets, l'inquiétude grandit chez les conducteurs. Cela va à l'inverse de ce qu'il faudrait faire pour protéger les salariés. Dans cette situation, *« les conducteurs ne devraient pas manipuler d'argent, c'est aux entreprises qu'il appartient d'adapter leurs matériels et organisations en fonction du contexte »*. Car la montée par l'avant dit également présence d'usagers à proximité du poste de conduite. Stress pour le conducteur, RPS, risques d'accident de la route, d'accident de travail ou d'arrêts maladie. *« On ne peut pas rouler dans de bonnes conditions avec un usager qui monte par l'avant sans masque et reste auprès du conducteur pendant 15 minutes voire plus »*. C'est une mise en danger de la vie des salariés.

Nokia Nozay

La reprise risque de manquer d'air

Dans les trois filiales Alcatel-Nokia, le télétravail continue jusqu'à fin mai. La reprise progressive pose plusieurs conditions.

Sur le site de Nozay, les trois entreprises Alcatel-Lucent International, Nokia Bell Labs et Alcatel Submarine Network regroupent 3 800 salariés, dont 96% sont en télétravail. On note un léger début de retour de quelques dizaines de salariés, en plus des 150 qui étaient sur site par roulement.

« Les conditions de reprise sont toujours en discussion. Un problème majeur est le rôle des climatisations, qui présentent un risque si elles ne peuvent pas assurer un renouvellement d'air. En effet, il ne s'agit pas de recycler l'air existant », explique la CGT.

Il est envisagé le retour progressif d'un tiers des effectifs, peut-être par roulement. La cantine pourrait accueillir seulement 800 salariés, comparé aux 2 800 les jours les plus forts. « Le protocole fonctionne correctement pour environ 200 personnes par jour actuellement », note le délégué syndical. « La direction a promis de consulter les CSE/SSCT, mais il va falloir veiller. Les SSCT ne sont pas suffisamment associés aux protocoles de reprise ». Aucun accord de reprise n'a encore été signé.

Centre d'ingénierie Renault-Lardy

Bilan provisoire et sombres prévisions

Depuis le 11 mai, plusieurs centaines de salariés supplémentaires sont de retour sur le site de Lardy. Il devrait y avoir environ 1 000 salariés chaque jour.

La distribution des « packages » (masques et gel hydroalcoolique) s'est bien déroulée, mais il reste plusieurs points inquiétants : entorses au principe de généralisation du télétravail, open-space, désinfection des lieux ou instruments de travail partagés, charge de travail du personnel de ménage, etc.

La situation actuelle, sur site ou en télétravail, est une situation dégradée (chômage partiel d'une partie du personnel, garde d'enfants, temps pris sur site par la mise en place et le respect des mesures sanitaires, etc.). Elle va perdurer pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Dans ce contexte, les directeurs disent que *« les jalons ne bougeront pas »*. *« C'est faire reposer sur les salariés une pression inacceptable »*, répond la CGT. *« Ce ne sont pas les salariés qui ont pris les décisions techniques de moindre coût qui ont fait prendre du retard à Renault, ce ne sont pas les salariés qui ont imposé des plannings de développement peu réalistes dans des conditions normales et tout simplement intenable dans les conditions actuelles. Ce n'est pas à eux de prendre des risques pour leur santé afin d'essayer de rattraper les décisions prises par les hauts dirigeants du Groupe. Les di-*

recteurs doivent décaler les jalons et assumer les conséquences des décisions qu'ils ont prises ».

La concentration de 1 000 salariés sur le site est dictée par une logique « administrative : atteinte d'objectifs de présence pour préparer des vagues successives de retours, respect au strict minimum des règles édictées par l'État sans prise en compte des spécificités du terrain, etc.

Comme au niveau du gouvernement, derrière cette logique se trouvent des décisions politiques de moindre coût : pénurie de masques, de gel, de tests de dépistage pour l'État ; refus de suspendre les activités du site pour tenir des « jalons projet » irréalistes pour Renault. « *La santé des travailleurs ne doit pas faire les frais de ces décisions* », écrit la CGT dans un tract de la mi-mai. « *D'autant plus que le « monde d'après » que prépare la direction générale de Renault s'annonce encore pire que celui « d'avant » avec un plan de restriction budgétaire de... 2 milliards d'euros ! Faisons-nous entendre pour que notre santé passe avant leurs profits !* ».

« **Sortie de casse, sortie de crise** » **Les cheminots CGT publient analyses et solutions**

La Fédération CGT des Cheminots vient de sortir un ouvrage intéressant qui ouvre des horizons de sortie de crise économique par un usage rationnel du rail. Accessible gratuitement sur le site internet de la Fédération.

« Le service public ferroviaire a également été mis à l'épreuve de la crise sanitaire. Les SA créées le 1^{er} janvier 2020 n'ont pas tardé à vouloir affirmer leur autonomie vis-à-vis des prescriptions de la société mère.

Sans surprise, le modèle de financement du ferroviaire acté par la loi de 2018 interroge de plus en plus, alors qu'il conduit aujourd'hui une nouvelle fois la SNCF à emprunter sur les marchés financiers avec des taux d'intérêts en hausse, tandis que l'argent public est allégrement distribué à des sociétés privées qui n'assurent aucune mission de service public.

Malgré tout, le Fret SNCF a été au rendez-vous de la réponse aux besoins et son intérêt stratégique a été remis au goût du jour pour le transport des carburants, des céréales, etc ».

* Les analyses sociales et économiques du document donnent des arguments solides pour une sortie économique cohérente de la crise du Covid-19, utilisables par tous les syndiqués CGT.

